

Aucune autorité juridique n'autorisait la convocation de la conférence car toutes les questions qui concernent la santé, sauf celles qu'énumère spécifiquement l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, sont de la compétence des provinces. Plusieurs provinces sont on ne peut plus jalouses de leurs prérogatives dans ce domaine; elles veulent jouir de droits prioritaires tant en ce qui a trait à l'administration qu'en ce qui concerne les programmes. Mais il m'a semblé qu'en ma qualité de ministre de la Santé nationale et du Bien-être social je pouvais inviter tous les organismes, y compris les gouvernements provinciaux, à une conférence où nous pourrions au moins discuter l'aspect général du problème, et c'est ce que nous avons fait.

Je dois ce soir rendre hommage aux représentants des différents organismes auxquels j'ai fait allusion, aux facultés de médecine des universités et aux organismes de profanes comme l'Association canadienne du cancer qui a tant fait pour préconiser le diagnostic hâtif. Cette association a joué un rôle fort important. Je rends aussi hommage aux fonctionnaires de mon ministère pour leur participation à la conférence de janvier dernier.

M. MacNICOL: Les services médicaux des provinces ont-ils coopéré?

L'hon. M. MARTIN: Tous et chacun des ministères provinciaux de la santé ont coopéré. J'avais hâte, comme tous les honorables membres de la Chambre, j'en suis sûr, de savoir si nous mettions tout en œuvre pour enrayer cette maladie ou si, comme je le laissais entendre il y a un instant, nous perdions notre temps à lutter contre un grand mal national. J'ai appris que ce qu'on a souvent appelé la guerre contre le cancer n'a pas été une guerre totale. La campagne était en réalité une série d'efforts locaux, bien dirigés dans plusieurs cas, mais que néanmoins on ne pouvait pas désigner sous le nom de campagne nationale intégrale.

On manquait de spécialistes en recherches, de laboratoires, de coordination dans l'effort, et tout particulièrement d'instruments, tant matériels qu'humains, qui nous auraient permis au moins de dire que nous faisons de notre mieux. Il devint aussi apparent alors que la conscience publique était inquiète et que le temps était venu de mobiliser tous nos efforts en vue d'établir un organisme de coordination. A mon avis, comme au leur, il était d'importance vitale de lancer contre le cancer une attaque concertée, bien organisée et bien dirigée. Ceux qui étaient présents, des hommes tels que le docteur Charles Best, un des éminents collaborateurs dans la décou-

[L'hon. M. Martin.]

verte de l'insuline, le docteur Collin et d'autres que je pourrais nommer et qui sont connus pour leur apport à divers domaines des recherches médicales, tous, dis-je, convenaient qu'aucun progrès n'était possible sans un rapport intelligent. Après avoir étudié le problème sous tous ses angles, pendant deux jours entiers, avant lesquels on nous avait présenté des mémoires et des rapports préparés sur demande, nous sommes parvenus à nous mettre entièrement d'accord. Tout d'abord, la discussion a porté sur ce qu'on faisait dans le domaine de l'éducation. Nous avons étudié l'état des recherches scientifiques entreprises par les universités. Nous avons entendu des rapports sur les services provinciaux de diagnostic et de traitement des cancéreux et nous nous sommes enquis des raisons pour lesquelles si peu de jeunes gens étaient disposés à consacrer tout leur temps à l'étude des causes et du traitement des tumeurs malignes.

Puis, nous avons envisagé la nécessité urgente d'évaluer l'ampleur du problème par des enquêtes, et du besoin d'une inscription uniforme non seulement des décès attribuables au cancer, mais aussi des détails concernant les cas que le diagnostic et le traitement ont sauvés de la mort. Enfin, ce qui est peut-être le plus important, nous avons étudié les moyens de mener une campagne efficace contre le cancer. La conférence a poursuivi sans relâche un objectif unique. Quand il est question d'unité au pays, je songe à la collaboration dont font preuve médecins et profanes de toutes les provinces en vue de résoudre les problèmes qui se posent au pays. Je songe au docteur Simard, par exemple, de l'Université de Montréal, aux docteurs Vézina et Bruyère de Laval, qui collaborent avec des hommes comme l'ancien doyen de l'École de médecine de l'université de Western, de l'Ontario, le docteur Hall, président actuel d'une université; je songe, dis-je à des hommes comme MM. Best et Colin et le doyen de l'université McGill qui unissent leurs efforts en vue d'atteindre un but commun.

M. POULIOT: Et le Dr Adélarde Groulx et le maire Camillien Houde de Montréal.

L'hon. M. MARTIN: Oui, On a vu là ce qu'on avait pu faire en vue d'atteindre l'objectif signalé par l'honorable député de Lanark (M. Blair), mais il s'agit d'un problème qui réclame la franche collaboration de tous les gouvernements et de toutes les classes de la société.

Nous avons infailliblement tendu tous nos efforts vers un seul objectif, à savoir un programme national destiné à enrayer les ravages du cancer. On décidait de mettre sur pied l'organisme maintenant connu sous le